

TROISIÈME PARTIE

---

MAXIMILIEN EMPEREUR

## TROISIÈME PARTIE

### MAXIMILIEN EMPEREUR

---

#### CHAPITRE PREMIER

L'archiduc Maximilien se prépare au rôle d'empereur du Mexique. — Il apprend l'espagnol. — Le général Almonte à Miramar (janvier 1862). — M. Francisco de Arrangoiz. — Opposition de l'Angleterre. — Maximilien et la famille impériale d'Autriche. — L'archiduc et l'archiduchesse à Bruxelles, puis à Paris (mars 1864). — Premier traité entre Napoléon III et Maximilien. — Traité secret. — Séjour à Londres. — Retour à Vienne. — Acte de renonciation. — Indignation de Maximilien. — Conférence entre l'empereur d'Autriche et son frère. — Pacte de famille. — Adieux des deux frères.

Retiré à Miramar, l'archiduc Maximilien, pendant que les Français guerroyaient au Mexique, se préparait au rôle d'empereur.

Son premier soin avait été d'étudier l'histoire du Mexique et de ses révolutions dans le remarquable ouvrage de Lucas Alaman et d'apprendre l'espagnol, langue de ses futurs sujets. Puis il avait cherché à

attirer à lui tous les Mexicains de quelque notoriété ou de quelque valeur qui se trouvaient en Europe. Il mettait ses soins à gagner leurs sympathies par le charme de son accueil, et en même temps il ne négligeait aucune occasion de s'instruire auprès d'eux des mœurs, des coutumes, des ressources de leur pays, et de son avenir possible.

Après M. Gutierrez de Estrada, l'archiduc avait reçu, en janvier 1862, le général Almonte. Il avait également mandé à Miramar Mgr Labastida, l'archevêque de Michoacan, l'évêque d'Oaxaca, le général Adrien Woll, M. Hidalgo, etc. Il consulta tous ces divers personnages, et le malheur fut que tous présentèrent plus ou moins au futur souverain, au lieu de la vérité tout entière, cette face de vérité que chaque homme possède plus particulièrement parce qu'il la regarde plus spécialement. Il eût voulu connaître l'opinion du pays sur eux et sur leur parti ; il n'en apprit que leur opinion sur le pays.

Ces entretiens avec les notabilités du parti réactionnaire contribuaient puissamment à l'entretenir dans son rêve d'empire mexicain, si bien que rien ne semblait pouvoir l'en détourner. On en eut la preuve lorsque, au mois de février 1863, les Hellènes ayant jugé bon de renverser leur roi Othon, la reine Victoria et lord Palmerston, qui ne voyaient point d'un bon œil les projets de la France à l'égard de l'archiduc, lui firent offrir la couronne de Grèce, par l'entremise de son beau-père, le roi Léopold I<sup>er</sup>. Maximilien, invoquant les engagements pris, refusa. Si donc, à cette époque, avant même le second siège de Puebla, il n'était pas encore décidé à accepter définitivement

les propositions françaises, il était du moins décidé à n'y pas renoncer encore.

Il avait compris ce qui se cachait sous l'offre brillante de l'Angleterre, et il songea dès lors à désarmer, sinon à détruire, cette hostilité sourde d'une grande puissance. Pour cela, il lui fallait un homme habile, un diplomate expert, qui pût aller plaider sa cause auprès du cabinet britannique. Il jeta les yeux sur M. de Arrangoiz.

Ce personnage, fort intelligent et fort capable, se trouvait en Europe à la suite d'une aventure fâcheuse qui l'avait contraint à quitter son pays.

Chargé de vendre aux États-Unis un territoire de la frontière, il avait, sur la somme payée, gardé 68,000 piastres (340,000 francs), soit à titre de commission, soit à titre de solde arriérée. Comme on lui reprochait, un jour, ce fait, il avait répondu avec désinvolture : « *C'est une goutte d'eau.* » Depuis, ce mot était resté accolé à son nom.

Malgré ce souvenir, l'archiduc lui confia la mission de voir lord Palmerston. Moins heureux dans cette négociation, M. de Arrangoiz ne parvint pas à modifier les dispositions contraires du ministre anglais, qui lui déclara que le gouvernement de la régence n'était qu'un gouvernement de parti, créé, soutenu par les baïonnettes françaises, et que l'Angleterre ne pourrait le reconnaître que lorsqu'il aurait été ratifié par le vœu de la nation.

M. de Arrangoiz, avant de rejoindre l'archiduc, passa par Biarritz, où il vit l'Empereur, et arriva à Miramar le 30 septembre, quelques jours avant la venue de la délégation mexicaine. Les nouvelles qu'il

rapportait d'Angleterre ne furent pas étrangères à la réponse que fit alors Maximilien (3 octobre).

On a vu comment le gouvernement français, mis en demeure, avait pris les mesures nécessaires pour arriver à la pacification du Mexique. Dès que les succès du général Bazaine furent connus à Paris, l'Empereur expédia secrètement son aide de camp, le général Frossard, à Miramar. Il s'agissait d'enlever la position, et d'obtenir une promesse formelle de l'archiduc. L'envoyé de Napoléon III réussit cette fois dans sa mission : Maximilien lui donna l'assurance qu'il s'embarquerait pour le Mexique au mois de mars. Il ne pouvait partir plus tôt, car il avait à régler ses affaires de famille, et la chose n'allait point sans difficultés.

Premier des frères de l'empereur par ordre de naissance, Maximilien avait des droits éventuels à la couronne d'Autriche. Devait-il y renoncer, dans quels termes devait être faite cette renonciation, était-elle temporaire, était-elle irrévocable ? Toutes ces questions soulevaient des contestations, sauf la première. Il est certain que l'archiduc, acceptant un trône au Mexique, ne pouvait conserver en même temps le titre de premier agnat. Mais cette renonciation n'était-elle point subordonnée à l'occupation effective du trône de Mexique, et, s'il venait un jour à cesser de régner, ne devait-il point recouvrer tous ses droits, à l'exemple d'Henri III, roi de Pologne, qui, après son abdication, devint roi de France ?

On objectait qu'il existait, dans la maison d'Autriche, une loi de famille qui imposait à toute archiduchesse contractant mariage avec un prince étranger

l'obligation de signer un acte de renonciation à tous ses droits. Mais fallait-il assimiler à un mariage d'archiduchesse le fait, jusque-là sans précédent, dans la famille des Habsbourg, de l'acceptation par un archiduc d'une couronne étrangère ?

La solution de ces questions, toujours si délicate entre princes, n'était point rendue facile par les dispositions de chacun. La famille impériale, en effet, était vivement opposée au projet de Maximilien. Son père, sa mère mettaient tout en œuvre pour le lui faire abandonner ; l'empereur, bien que lui laissant sa liberté d'action, ne cachait point le déplaisir qu'il en éprouvait. Aussi, lorsque, dans les premiers jours de janvier 1864, l'archiduc et l'archiduchesse se rendirent à Vienne, de longues conférences eurent lieu entre François Joseph et Maximilien, en présence du ministre des Affaires étrangères, comte de Rechberg. Elles durèrent douze jours.

Que s'y passa-t-il ? On l'ignore. On ne connut que ces paroles de l'archiduc à M. de Arrangoiz :

— Tout est maintenant réglé, et je suis prêt à partir, après avoir reçu de nouveau la députation. Je vous charge de l'écrire immédiatement au général Almonte ainsi qu'au Père Miranda.

Malgré cette affirmation, les choses n'étaient point si avancées, et, quelques jours après, il dut retourner à Vienne, cette fois sans la princesse Charlotte. Pleine d'enthousiasme pour sa future royauté, elle ne rencontrait guère de sympathie à la cour, et sa présence était plutôt un obstacle à tout accord.

Ce second voyage de Maximilien n'amena point encore le résultat désiré. Pour ne pas envenimer la

discussion, il préféra s'éloigner, et chargea son frère, l'archiduc Charles-Louis, qu'il aimait tendrement, de continuer en son nom les négociations commencées avec les trois délégués de l'empereur, l'archiduc Léopold, le baron de Lichtenfelds et le baron de Meysenburg. Il se déclarait prêt à signer l'abandon de tous ses droits, mais *pour le temps que sa dynastie régnerait au Mexique*; il demandait seulement que l'acte constatât la spontanéité de sa résolution.

Puis il alla rejoindre à Bruxelles la princesse Charlotte qui l'attendait dans cette ville depuis quelques jours. Il y retrouva ceux qui formaient, si l'on peut ainsi parler, son conseil des ministres, MM. Gutierrez de Estrada, Velasquez de Leon, de Arrangoiz, Murphy et le colonel Facio. Malgré cet entourage, le moindre incident faisait éclater son impatience. On lui avait annoncé un dernier envoi de procès-verbaux relatant les adhésions de ses futurs sujets; la caisse qui les contenait fut égarée pendant deux jours; il se montra nerveux et agité, jusqu'à ce qu'on l'eût retrouvée.

De Bruxelles il se rendit à Paris. Il n'avait eu d'abord l'intention de faire ce voyage que lorsque les questions encore pendantes entre Napoléon III et lui seraient réglées d'une manière définitive par voie diplomatique. Mais il avait su la pénible impression produite sur le gouvernement français par ses ajournements successifs; il avait hâte de l'effacer, et, puisque son parti était pris, il se devait à lui-même, il devait à l'Empereur d'aller remercier celui qui lui avait préparé un empire. Et quel empire? Celui qu'on se plaisait à définir: « un lit de roses dans une mine d'or! »

L'archiduc et l'archiduchesse arrivèrent à Paris le 5 mars. Ils furent reçus aussitôt au palais des Tuileries et traités comme des souverains. L'Empereur, rempli de satisfaction, vint au-devant de ses hôtes jusqu'à la sixième marche du grand escalier; il embrassa l'archiduc avec effusion, serra la main de la princesse Charlotte et lui donna le bras pour la conduire dans le salon de l'Impératrice, où eurent lieu les présentations.

On ne négligea rien pour rehausser l'éclat de leur réception. Le soir, le Gymnase donnait la première représentation de *l'Ami des Femmes*, d'Alexandre Dumas fils: ils assistèrent à la pièce dans la loge impériale. Les jours suivants, ce furent l'Opéra et la Comédie-Française qui donnèrent des représentations en leur honneur. Il y eut trois grandes soirées aux Tuileries. L'Empereur emmena Maximilien chasser dans les tirés de Versailles; on lui fit visiter nos musées, nos palais, si bien que c'est à peine s'il eut le temps de recevoir dans les salons de l'ambassade d'Autriche les Mexicains résidant à Paris qui sollicitèrent l'honneur de lui être présentés.

Parmi eux parut le général Gonzales de Mendoza, l'un des hommes les plus considérables du parti républicain; second du général Ortega pendant la défense de Puebla, il avait été fait prisonnier et interné en France. L'un des premiers, il donna à ses compatriotes l'exemple de l'oubli des dissensions politiques, en se ralliant au prince qui promettait de régénérer son pays.

On avait heureusement réservé les matinées pour les conférences que l'Empereur devait avoir avec l'ar-

chiluc. On parvint rapidement à s'entendre. Les questions financières furent traitées avec M. Fould ; les questions politiques avec M. Drouyn de Lhuys. Deux traités, l'un public, l'autre secret, furent élaborés, auxquels l'archiduc donna son approbation, mais qui ne devaient être signés que lorsqu'il aurait été officiellement proclamé empereur du Mexique.

Nous résumerons le premier traité, trop long pour être reproduit en son entier. Il contenait comme clauses principales : 1<sup>o</sup> la réduction du corps expéditionnaire à 25,000 hommes en y comprenant la légion étrangère ; 2<sup>o</sup> celle-ci reste à la disposition de l'empereur du Mexique pendant six années après le départ des Français ; elle doit être payée par le trésor mexicain ; 3<sup>o</sup> les occupations et les expéditions militaires seront déterminées d'un commun accord entre S. M. l'Empereur du Mexique et le commandant en chef de l'armée française ; 4<sup>o</sup> dans les points où il y aura des troupes de chacune des nationalités, la direction supérieure appartiendra au commandant français ; 5<sup>o</sup> les frais de l'expédition à rembourser par le gouvernement mexicain sont fixés à la somme de 270 millions jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1864 ; à partir de cette époque, tous les frais de l'armée mexicaine restent à la charge du Mexique ; 6<sup>o</sup> le gouvernement mexicain paiera à la France 1,000 francs par homme et par an pour les troupes restées au Mexique ; 7<sup>o</sup> le gouvernement mexicain remettra immédiatement au gouvernement français la somme de 66 millions, en titres de l'emprunt, au taux de l'émission ; 8<sup>o</sup> le gouvernement mexicain s'oblige à indemniser les sujets français des préjudices qu'ils ont indûment soufferts et qui ont

motivé l'expédition ; 9<sup>o</sup> le gouvernement français mettra en liberté tous les prisonniers de guerre mexicains, aussitôt que S. M. l'Empereur du Mexique sera entré dans ses États.

Le traité secret ne comprenait qu'un préambule et trois articles :

S. M. l'Empereur des Français, et S. M. l'Empereur du Mexique, voulant, par des clauses additionnelles à la précédente convention, s'expliquer d'une manière complète sur leurs intentions réciproques et faire constater que, nonobstant les événements qui peuvent survenir en Europe, l'appui de la France ne manquera pas au nouvel empire... etc.

ARTICLE PREMIER. — S. M. l'Empereur du Mexique, approuvant les principes et les promesses contenus dans la proclamation du général Forey, en date du 12 juin 1863, ainsi que les mesures prises par la régence et par le général en chef français, conformément à cette proclamation, a résolu de faire connaître à son peuple, par un manifeste, ses intentions à cet égard.

ART. 2. — De son côté, S. M. l'Empereur des Français déclare que l'effectif actuel du corps français de 38,000 hommes ne sera réduit que graduellement et d'année en année, de manière que les troupes qui resteront au Mexique, en y comprenant la légion étrangère, seront :

De 28,000 hommes en 1865 ;  
De 25,000 — en 1866 ;  
De 20,000 — en 1867.

ART. 3. — Quand la légion étrangère, suivant les termes de l'article 3 de la convention, passera au service du Mexique et sera payée par lui, comme elle continuera à servir une cause qui intéresse la France, le général et les officiers qui en font partie conserveront leur qualité

de Français et leurs titres à l'avancement dans l'armée française, conformément à la loi.

L'accord ainsi établi, l'archiduc et l'archiduchesse prirent congé de l'Empereur et de l'Impératrice, le 12 mars au soir, et, accompagnés par l'amiral Jurien de la Gravière et la comtesse de la Poëze, qui avaient été attachés à leurs personnes pendant leur séjour en France, ils se rendirent à Calais. De là, ils s'embarquèrent pour l'Angleterre.

Maximilien espérait que sa présence aurait sur les résolutions du cabinet anglais un heureux effet : il dut bien vite reconnaître que la politique britannique, sur qui nulle influence extérieure ne peut mordre, lui restait obstinément opposée. Tout au plus, lord Palmerston crut-il pouvoir adoucir les formes de cette persistante hostilité, et, tout en maintenant sa ligne de conduite, il assura le futur souverain de ses sympathies pour l'empire mexicain, dès qu'il serait un fait accompli.

C'était une mince et illusoire concession ; ce fut la seule qu'obtint Maximilien.

Avant de repartir, l'archiduc accomplit avec sa femme un pieux pèlerinage.

Il y avait alors, sur la terre anglaise, comme il y a presque toujours depuis que notre siècle fécond en révolutions semble se faire un jeu d'abattre et d'élever des trônes, il y avait une reine des Français en exil, aïeule de la jeune archiduchesse : c'était la reine Marie-Amélie. Maximilien conduisit la princesse Charlotte à Claremont et les adieux furent touchants entre la grand'mère et la petite-fille. Tristes aussi,

car celle qui avait vu avec effroi les événements de 1830, élevant pour son mari et pour elle un trône sur les débris d'un trône, qui avait tremblé pour la vie des siens pendant ces dix-huit années où les tentatives d'assassinat se succédèrent pour ainsi dire sans interruption, celle qu'un ouragan populaire avait exilée de France, ne pouvait chasser de son esprit les pressentiments sinistres, en songeant à l'avenir que le Mexique réservait au jeune couple... Elle bénit ses petits-enfants, en leur promettant de prier pour eux jusqu'à son dernier soupir... Elle est morte sans avoir su que le Ciel ne l'avait point exaucée.

A Bruxelles, où ils s'arrêtèrent deux jours, Maximilien et Charlotte s'occupèrent avec le lieutenant-général baron Chazal, ministre de la Guerre, et le lieutenant-général en retraite Chapelié des moyens de recruter et d'organiser pour le Mexique un corps de 2.000 Belges, qui devait prendre la dénomination de Garde de l'Impératrice ; puis, ils rentrèrent à Vienne le 19 mars.

On les reçut, cette fois, avec tout le cérémonial réservé aux souverains. Ils firent leur visite officielle à l'empereur et à l'impératrice, qui la leur rendirent une heure après. Les archiducs et tout le corps diplomatique vinrent leur présenter leurs hommages. Un grand dîner de cour fut donné le 21, par François-Joseph, en l'honneur du couple impérial mexicain, et, dans la réception qui suivit, parut toute l'aristocratie autrichienne.

Il semblait qu'on voulût, par ces honneurs, par cette consécration officielle des nouveaux souverains, leur rendre moins amère la renonciation à